

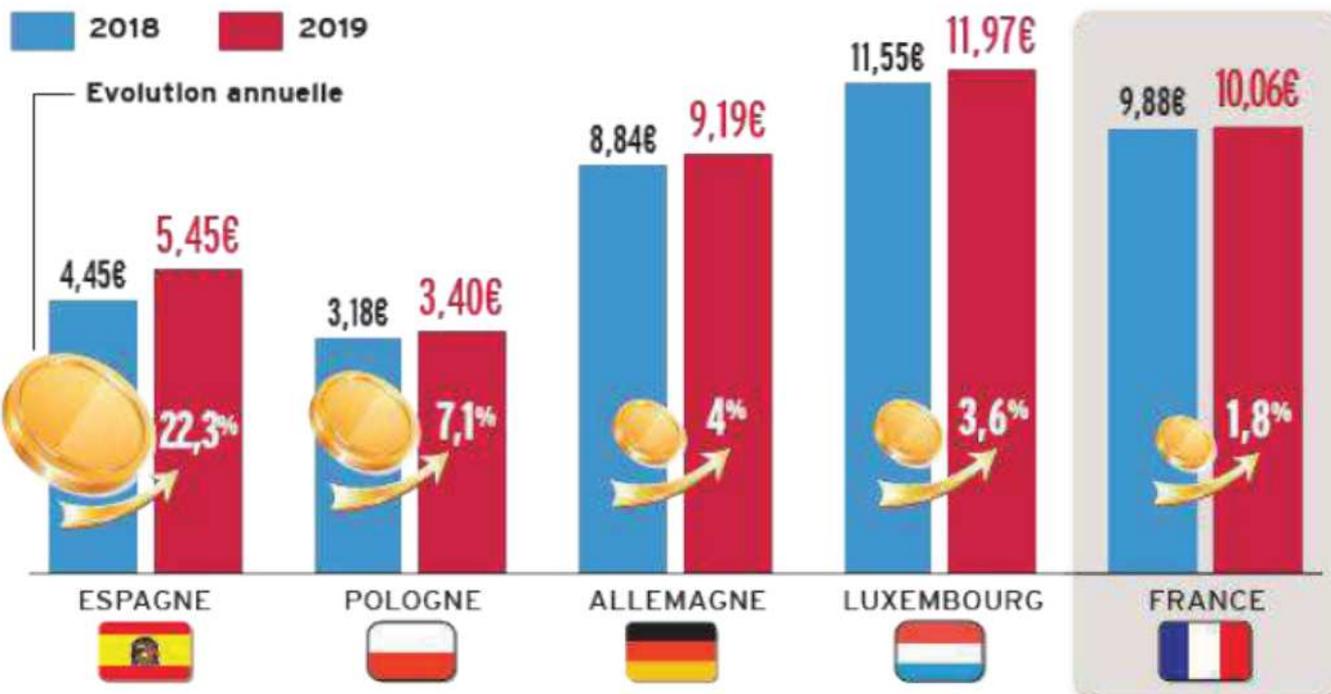


REVUE DE PRESSE
Samedi 15 décembre 2018



Hausse du salaire minimum : des disparités en Europe

Comparaison d'une sélection de hausses de salaire minimum horaire brut



Source : recherche Statista

INFOGRAPHIE CL

Un enterrement de première classe ce matin

Ne pas se méprendre. Ce matin, les gilets jaunes, à Angoulême, ont décidé d'enterrer, au choix, «le peuple, les Français, nous». Mais pas leur mouvement. Encore motivés après un mois de mobilisation? Hier soir, ils étaient une trentaine qui ont bruyamment envahi le conseil municipal de La Couronne. Thomas Mesnier, le député LREM de la première circonscription, «le représentant de Macron», y était invité de longue date. Ils ont un peu injecté, beaucoup réclamé, témoigné avec force de situations souvent précaires, crié leur colère, écouté aussi, entendu peut-être, accepté enfin la proposition de Jean-François Dauré, de coproduire un débat gilets-élus. Ils ont retenu que le maire de La Couronne comprenait leurs préoccupations et leurs

situations, qu'il avait vu «le véritable effondrement». Ils ont aussi noté que la porte de la permanence du député, qu'ils ont voulu attraper sur le pouvoir d'achat et le handicap, leur était «toujours ouverte». Et ce matin, donc, après avoir rendu à la sérénité les débats couronnais, ils partiront dès 9 heures du parvis de la gare d'Angoulême, de noir vêtus, le gilet en brassard à la manche pour une marche silencieuse «en hommage aux victimes de Strasbourg, au petit jeune tué sur un rond-point d'Avignon». Dans le calme. «Les gilets jaunes, à Angoulême, ne sont pas des casseurs.» Mais aussi dans le mouvement. Un corbillard, un cercueil et un circuit en ville, du côté de la préfecture, pour un enterrement de première classe symbolique. Et bien

sûr des opérations escargot sur les RN 10 et 141, de chaque côté d'Angoulême, en incessants allers-retours. Cognac aussi a multiplié les occasions. Une marche citoyenne dans le centre-ville à partir de 14 heures au départ de la place François-I^{er}, avec des brassards noirs et des drapeaux blancs. La manifestation a été déclarée en préfecture. Un autre groupe de gilets jaunes a appelé à un rassemblement sur les marches de la mairie à 14 heures. Et un troisième, sur Facebook, appelle au rassemblement à 9 heures à La Trache, autour du «point d'information» improvisé là-bas. Après les échauffourées des week-ends précédents, à Angoulême ou à Cognac, ces manifestations se veulent «pacifiques». Les organisateurs

l'ont martelé hier. N'empêche, Marie Lajus, la préfète, a préféré ne pas se laisser prendre au dépourvu. Elle se dit «soucieuse de maintenir l'équilibre entre la liberté d'exprimer ses idées et opinions et les enjeux de sécurité», mais elle a une nouvelle fois coordonné un «dispositif d'encadrement conséquent, qui vise notamment à limiter les impacts des manifestations sur l'activité commerciale», et mobilisé en masse. Tout au long de la journée de ce samedi particulièrement, 180 personnels de police et de gendarmerie du département, appuyés par des CRS, seront mobilisés en Charente. À la préfecture, à Angoulême, le centre opérationnel départemental sera une nouvelle fois activé.

J.-F. B.

■ Journée sociale chargée hier en Charente ■ Les agriculteurs ont manifesté dès 6 heures avant de céder la rue à la CGT et aux lycéens ■ Aujourd'hui, les gilets jaunes entament leur cinquième samedi d'action.

CGT, lycéens, agriculteurs: des colères en rafale



Les lycéens ont rejoint les manifestants de la CGT à Angoulême. Les premiers s'opposent à la réforme du bac. Les seconds réclament une augmentation des salaires. Photos Renaud Joubert

Myriam HASSOUN et Frédéric BERG

Hier à 10 heures à Angoulême. Les banderoles noires des agriculteurs ne sont pas encore décrochées des grilles de la préfecture qu'y fleurissent déjà les drapeaux rouges de la CGT. Deux cents manifestants ont succédé aux paysans qui s'y sont rassemblés dès 6 heures (lire encadré). Puis 300 lycéens se sont engouffrés dans la brèche de cette journée de revendications. À Cognac, en fin de journée, une trentaine de manifestants ont distribué des tracts sur le pont Saint-Jacques, provoquant quelques ralentissements. Les cortèges et les colères se suivent. Les manifestants, à l'appel national de la CGT, réclament des augmentations de salaires, des pensions, des traitements. Une fiscalité plus juste aussi. «On a bossé comme des cons

toute notre vie et on n'a droit à rien, s'insurge Jean-Paul, cheminot retraité de L'Isle-d'Espagnac. On nous prend pour des privilégiés, mais rien que la hausse de la CSG, ça nous a fait 600 euros par an en moins à ma femme et moi.» Les retraités n'ont pas été reçus à la préfecture, ce qui a redoublé leur colère.

«Des augmentations, pas des primes»

Une délégation a rencontré Véronique Brouillet, directrice de l'Union patronale. Samantha Dumousseau, à la tête de la CGT Charente, est ressortie de l'entrevue après trois quarts d'heure, pas convaincue. «Ils sont en train de faire une étude qui tend à prouver que les salaires ne sont pas si bas que cela en Charente, mais nous aussi on a fait notre étude et on n'a pas les mêmes résultats.» Sur les annonces de lundi? «Nous,

on veut des augmentations de salaires et pas des primes qui créent de l'inégalité et qui ne sont là que pour acheter la paix sociale.» Le Smic à 1 800 euros, les militants sont allés le réclamer au député de la première circonscription, Thomas Mesnier, qui a reçu une dizaine d'entre eux pour un long débat sportif. «Les charges sur les salaires au Smic vont être quasi nulles d'ici un an», promet le parlementaire. Les réponses fusent: «Mais vous ne vous occupez que du Smic, vous oubliez la classe moyenne qui est de moins en moins moyenne, lance Julien Tuyeras, délégué syndical CGT sur la base Intermarché d'Anais. Vous nous demandez d'être patients, mais pour l'ISF, ça été rapide les lois et les décrets!» Les lycéens de quasiment tous les établissements d'Angoulême, aux côtés de professeurs grévistes, ont, eux, hurlé leur opposition à la ré-

forme du bac et à un «avenir précaire». À Thomas Mesnier, un «gilet rouge» CGT a résumé: «Les gens veulent simplement que l'on s'occupe un tout petit peu d'eux.»

Les agriculteurs réveillent la préfète

Du bruit sur des bidons dès 6 heures. Une soixantaine d'agriculteurs charentais se sont rassemblés hier matin devant la préfecture à l'appel de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et des Jeunes Agriculteurs. Au point de réveiller la préfète, Marie Lajus, qui est venue au saut du lit échanger avec eux une vingtaine de minutes. Au cœur de leur mécontentement, la hausse des taxes environnementales. Mais aussi «le retard des ordonnances, issues des états généraux de l'alimentation», décrit Patrick Soury, président de la FNSEA 16. «Les grands groupes de GMS [grandes et moyennes surfaces, NDLR] prétextent du contexte général pour dire que cela va générer des hausses de prix. Mais nous, on a calculé que si les prix étaient calqués sur notre coût de revient, cela reviendrait à 5 centimes de plus déboursés par mois par personne.» Autre point de colère: l'agribashing. «À cause d'associations comme Greenpeace qui publient les listes des exploitations industrielles, par exemple. On se sent mis sur le banc des accusés.» Pour Guillaume Chamouveau, céréalier à Cellefrouin et Villejeus, le sentiment qui remonte, plus que la colère, «c'est une forme de résignation». «Qui mène à des situations dramatiques: il y a un suicide tous les deux jours dans le milieu agricole.» Une délégation a été reçue à 8 heures par les services de la préfecture. «On est extrêmement attentif, promet de son côté Marie Lajus. On va faire bien sûr remonter ces préoccupations et continuer de travailler sur les problématiques locales, comme les enjeux des ressources en eau et l'utilisation des produits phytosanitaires.»



Dès 6 heures du matin, les agriculteurs ont fait du bruit devant la préfecture.

Vos capsules de café sont désormais recyclables

Calitom s'est équipé, à Mornac, d'un nouvel outil pour recycler les déchets aluminium de moins de 6 cm, comme les capsules de café.

L'air de rien, c'est une petite révolution. À partir de lundi, les capsules de café, de thé, les bouchons à vis, les collerettes, opercules, capsules de bouteilles et canettes mais aussi les blisters de médicaments, les bougies chauffe-plat, les boîtes en aluminium ou les feuilles d'alu froissées pourront être jetés dans le sac jaune, rejoignant ainsi les emballages carton, papier, plastique. Atrion, le centre de tri de Mornac, s'est doté d'un nouveau séparateur d'emballages non ferreux, capable de recycler les déchets aluminium de moins de six centimètres qui, jusqu'à présent, étaient incinérés.

203 000 euros de recettes

Ce nouvel outil est doté d'un champ magnétique qui récupère ces petits détritrus sur les tapis transportant les refus. Seuls 19 centres de tri sur les 400 existants en France disposent de cette technologie. De quoi améliorer le taux de recyclage de ce matériau, l'un des plus mal triés dans le pays: seulement 41 % des éléments mis sur le marché en 2015 le sont.

Une fois récupérés, ces petits éléments subiront un traitement spécifique qui les mènera jusqu'en Allemagne pour être recyclés dans une usine proche de la frontière française. Cent quarante tonnes de



À partir de lundi, les capsules de café peuvent être recyclées grâce à un nouvel outil.

Photo CL

canettes de boissons, de barquettes de plats préparés et d'aérosols sont déjà collectées chaque année en Charente dans les sacs jaunes. L'amélioration du taux de recyclage va apporter des recettes supplémentaires à Calitom, le syndicat de valorisation des déchets ménagers de la Charente qui trie chaque année 40 000 tonnes de déchets. Les petits aluminiums vont engendrer 400 euros de recettes de plus par tonne auxquels il faut ajouter 300 euros par tonne versés par Nespresso. La vente des matériaux rapporte, elle, 40 euros par tonne. En outre, plus les quantités triées

sont importantes, plus l'organisme reçoit des aides conséquentes. Au total, l'ensemble des emballages acier et alu pourraient générer 203 000 euros de recettes.

Nespresso, d'ailleurs, a participé, avec le club de l'emballage léger en aluminium et en acier, au financement de l'optimisation de quatre centres de tri pilotes, situés dans les Alpes-Maritimes, le Lot, les Hauts-de-Seine et le Var, dont l'objectif était le même qu'en Charente: éviter que les métaux de moins de 6 centimètres ne passent à travers les mailles du filet.

MICHEL GOURINCHAS

a opposé son point de vue à celui de... Christian Estrosi, le célèbre maire de Nice, dans un reportage diffusé jeudi soir au journal télévisé de TF1.



Capture d'écran

Question

du journaliste:

«Fichés S, les maires doivent-ils savoir?» Oui, pour l'élite de Nice, terreau de radicalisation djihadiste. Non pour celui de Cognac, terre de vignes. «Ça relève de la police ou de la gendarmerie», juge Michel Gourinchas qui se pose aussi la question: s'il savait qui est fiché S, que ferait-il?

«Je mettrais un agent devant sa porte quotidiennement? On n'a pas les moyens.» Pas la même histoire que Nice, non plus.

Gilets jaunes: colère noire à Girac

Julien PRIGENT
j.prigent@charentelibre.fr

Les tags d'insultes, jaunes, roses et orange, enlaidissent sa vitrine. Le Nabab Kebab, rue de Bordeaux, à l'entrée d'Angoulême, a été pris pour cible, dans la nuit de jeudi à vendredi. Frédéric Quessard, le patron de ce snack ouvert il y a quatre ans et demi, a découvert ce triste spectacle, hier matin.

Pour lui, cela ne fait aucun doute, ces actes sont signés de membres «extrémistes des gilets jaunes». De nombreuses publications le ciblant et le menaçant ont été écrites cette semaine sur Facebook après que ce commerçant a rédigé un post sur le même réseau social demandant «une trêve de Noël».

Il y demandait la fin de la «ZAD de Girac», selon ses mots, ainsi qu'un rendez-vous en préfecture. Très marqué par ces dégradations, Frédéric Quessard a contacté CL pour exprimer son inquiétude.

«La prochaine fois, ils viendront détruire mon commerce. Je serai obligé de licencier mes quatre employés et je serai sur la paille», redoute-t-il. «Je ne suis pas un gilet jaune mais je comprends leurs revendications, leur mouvement. Mais le fait est qu'ajoutée aux travaux du Bus à haut niveau de service dans notre rue, la présence permanente des gilets jaunes sur le rond-point de Girac pénalise l'activité commerciale. Je suis, comme mes collègues, à moins 30 % de chiffre d'affaires. Cela risque d'entraîner des conséquences sur la vie de beaucoup de gens qui travaillent.»

Sur le rond-point de Girac, les gilets jaunes que nous avons rencontrés hier matin assurent être totalement

■ Un commerçant demandait une trêve de Noël et la fin de l'occupation du rond-point de Girac par les gilets jaunes

■ Il a essuyé des menaces ■ Son restaurant de la rue de Bordeaux a été couvert de tags.

étrangers à ces dégradations. «Aucun de ceux qui étaient là cette nuit n'a fait cela», affirme l'un d'eux. «Il est prévu que lundi matin, nous procédions au nettoyage des tags débiles autour du rond-point qui n'ont rien à voir avec les gilets jaunes», indique une jeune femme.

Caillassage

Reste que la situation est très tendue. De l'autre côté de la rue, Manuel Brulé, le directeur du magasin de produits bio Eau Vive, se dit «réellement en danger». «Les chiffres s'écroulent.» Il attendait un doublement du chiffre d'affaires en cette période de fêtes. «Même si avec le BHNS, l'activité était un peu moindre. Mais là, depuis trois semaines et le mouvement des gilets jaunes, c'est du moins 30 % et les samedis ça été entre - 50 % et - 85 %.» Conséquence: «Je n'ai pas pu reconduire un salarié à mi-temps.» Cela résulterait du blocage, aléatoire, d'une voie sur le rond-point. «Ça provoque des bouchons. Parfois, on met une demi-heure pour se rendre au rond-point de Total. Les clients, il faut vraiment qu'ils aient envie de venir...»

Le commerçant, qui prend soin de dire «que sur le fond, on ne peut pas être contre ce mouvement», décrit un climat pesant. «L'autre jour, des gens que je ne peux pas qualifier de gilets jaunes mais d'extrémistes qui s'agrippent au mouvement, étaient sur mon parking privé. Je leur ai demandé de partir. Ils m'ont répondu en caillonnant la façade du magasin.»



Le Nabab kebab a été couvert de tags d'insultes. Une bache publicitaire a également été volée, hier matin.

PHOTOS CL

«On ne va pas rester à se morfondre»

Le gros coup de moins bien sur le chiffre d'affaires, eux aussi ils le sentent. Ils sont également commerçants rue de Bordeaux. Pas à proximité immédiate de Girac, certes. Eux sont voisins de la station Total. Donc en plein cœur du chantier du Bus à haut niveau de service (BHNS).

En ce moment, ça goudronne devant la boulangerie L'Amie du pain. «Qu'est ce que c'est difficile de venir se garer pour aller chez vous», c'est la phrase que j'entends le plus dans la boutique. Elle fait remarquer Seham Akouchiou, la patronne. Le double effet travaux - gilets jaunes, elle le ressent donc. «Ils défendent une bonne cause et on est d'accord avec certaines choses. J'ai d'ailleurs distribué du pain aux automobilistes quand la nationale 10 était bloquée. Mais là, c'est la forme du mouvement... Il

faudrait une trêve pour notre gagne-pain.» La dynamique boulangère n'a pour autant pas envie de se morfondre derrière son

réchauffe devant un mini-feu de palettes. «Nous, on est plutôt gilets rouges, la couleur de Noël. Parce qu'on a le sentiment que les gens sont tristes, qu'ils ont peur. Mais punaise, ce sont les fêtes!» Alors, les commerçants ont décidé d'apporter un peu de chaleur à tout le monde. On a aussi invité les ouvriers du BHNS. Eux aussi ils travaillent durement. Ils font tout ce qu'ils peuvent pour qu'on soit pénalisés le moins possible, aménagent des petits passages pour les piétons. Le contexte n'est pas facile, mais il ne faut pas perdre de vue qu'après



le quartier va être magnifique.» Seham Akouchiou et les autres commerçants se sont aussi cotisés pour disposer quelques sapins sur le trottoir. Et vendredi prochain, ce sera de nouveau petit déj' pour tous ceux qui le souhaitent.

comptoir.» Alors, elle et ses voisins, la fleuriste, la coiffeuse, Easy cash, la boutique de meubles Latitudes, le caviste, ont décidé «d'offrir le petit déj'» à tous ceux qui le souhaitent. Sur le trottoir, on sert café ou thé. On se



Les menaces contre le kebab ont plu sur Facebook. Repro CL

■ Originnaire de Saint-Brice, préparatrice en pharmacie à Jarnac, elle participe à l'élection de Miss France ■ Une soirée à suivre sur TF1 à partir de 21 heures.

Ce soir, Marion Sokolik va faire briller la région

Julie PASQUIER
j.pasquier@charentelibre.fr

La consigne de la production était claire: OK pour une interview avec «Poitou», mais 15 minutes maximum. À quelques jours de l'élection de Miss France, Marion Sokolik était plus difficile à joindre qu'au début du mois d'octobre. Couronnée Miss Poitou-Charentes il y a deux mois, la jeune Saint-Briçoise, préparatrice à la pharmacie du Château à Jarnac, affrontera ce soir, au Zénith de Lille, 29 des plus belles femmes de France (à 21h sur TF1).

»
Demain, si je reprends mon petit train de vie, ça ne sera pas pareil.

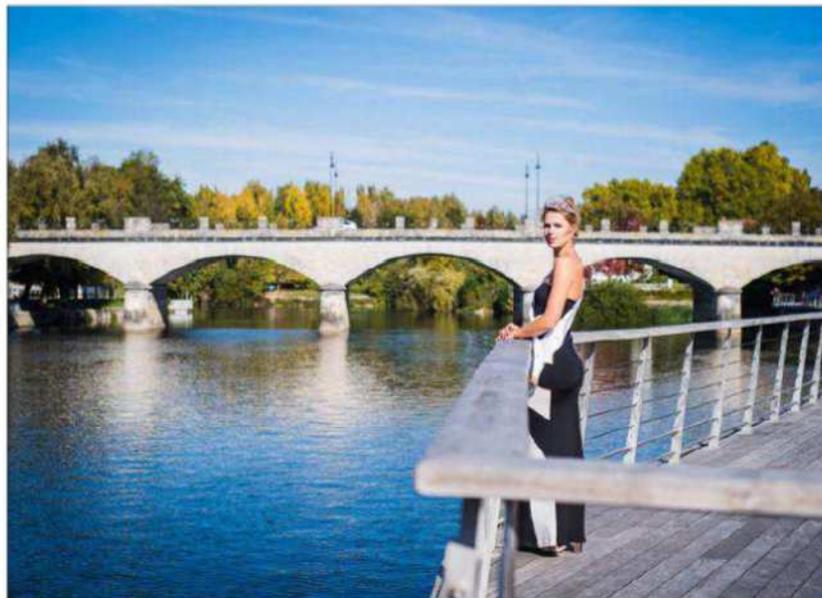
Entre voyage à l'île Maurice, séances de sport, shooting photo et presse people, cette adepte du crossfit - elle en fait trois heures par semaine à Cognac - vit l'aventure pleinement. Pour elle, mais aussi pour sa maman, décidée il y a deux ans, comme elle l'a confié à CL le 9 octobre. Interview sans stress à quelques heures du grand soir.

On y est presque. Comment vous sentez-vous?

Marion Sokolik. Je me sens super-bien, pas stressée. Pour le moment, je n'ai pas d'appréhension. Mais je ne dirai peut-être pas la même chose dix minutes avant d'entrer en scène.

Comment pouvez-vous résumer les deux mois qui viennent de s'écouler?

C'est passé à une allure folle. J'ai fait plein d'événements en tant que Miss Poitou-Charentes, des coups d'envoi pour des évé-



Marion Sokolik a grandi à Cognac. À 23 ans, elle est préparatrice en pharmacie à Jarnac.

Photo Comité Miss France

nements sportifs... Je suis aussi devenue marraine de la SPA d'Ars. L'aventure Miss France a vraiment démarré le 17 novembre quand j'ai rencontré les autres filles. On s'est toutes très bien entendues. Il y a une bonne énergie de groupe, même les chaperons nous le disent, une belle ambiance, de la bienveillance, pas d'esprit de compétition.

Comment vous-êtes vous préparée à l'élection de ce soir?

Je me suis surtout préparée psychologiquement au fait d'être vue par je ne sais plus combien de milliers de téléspectateurs. Après, on a toutes fait attention à ce qu'on mangeait: un maximum de légumes, pas de pain, pas de dessert le soir... On a eu pas mal de gainage et de renforcement musculaire. J'espère être au top... même si je fais moins de sport que quand je suis à Cognac.

Du haut de vos 23 ans, vous faites partie des candidates les plus âgées de cette élection. Force ou faiblesse?

C'est une force. J'aurai 24 ans au mois de mars, donc c'était ma dernière chance de participer. J'ai un peu plus d'expérience et de recul que des candidates plus jeunes. Finalement, je n'aurais pas aimé faire cette aventure plus tôt.

Dans toutes les interviews que vous avez données à la presse magazine, vous répétez que votre spontanéité est votre faiblesse...

Oui, mais ça va. J'ai réussi à me canaliser.

Ici, à Cognac et Jarnac, vous avez un gros comité de soutien.

Ma famille, mes amis, mes collègues... Tout le monde est à fond derrière moi. D'ailleurs, ils se sont jetés sur les places pour la soirée.

Ils seront entre 30 et 40 ce samedi soir au Zénith de Lille.

Que vous a apporté cette expérience?

Des rencontres, l'opportunité d'aller à l'île Maurice, de la maturité... Demain, si je reprends mon petit train de vie, ça ne sera pas pareil. Pour le moment, j'ai du mal à imaginer retourner à ma routine. Mais je pourrais peut-être faire autre chose, en plus du travail: des photos, des défilés...

Petites questions de gastronomie locale pour conclure: êtes-vous plutôt pineau ou cognac? Pineau, sans hésiter.

Et plutôt foie gras ou cagouilles?

Encore sans hésiter: foie gras... Je vais bientôt pouvoir en profiter. Je n'ai vraiment pas l'impression que Noël sera là dans quinze jours.

En vue

La soirée sur les drones reportée



Jean-Louis Giroux a annulé sa soirée qui était prévue jeudi. Repro CL

Elle devait avoir lieu jeudi soir. Finalement, Jean-Louis Giroux a décidé d'annuler sa soirée d'informations sur les drones. La raison? La facture de La Salamandre. Jean-Louis Giroux espérait obtenir la gratuité. Mais le maire a décidé de faire payer: 67 euros. «J'avais déjà dépensé 250 euros de ma poche pour les tracts», déplore le pilote pro, qui n'a pas voulu dépenser plus et qui déplore l'information floue qui lui a été donnée au moment où il a fait la réservation. «Ça ne peut pas être gratuit pour un privé», rappelle, quant à lui, Michel Gourinchas, le maire. Jean-Louis Giroux, qui a contacté une par une les personnes inscrites à cette soirée gratuite, cherche désormais une nouvelle salle pour reprogrammer l'événement. L'objectif étant d'expliquer l'utilisation et la réglementation des drones civils.

■ VISITE

Annulation du projet «Mystère»

En raison d'une météo pluvieuse, Cognac Ville d'art et d'histoire se voit dans l'obligation d'annuler la visite «Mystère» initialement prévue aujourd'hui samedi 15 décembre à 10h30 (lire CL du jeudi 13 décembre). Cette «visite-enquête» sera reprogrammée en janvier.

■ CHÂTEAUBERNARD

Réunion du conseil municipal mardi. Le conseil municipal de Châteaubernard se réunira à la mairie mardi 18 décembre à 20h30. A l'ordre du jour notamment: convention de mise à disposition des équipements dans le cadre du transfert à Grand Cognac de la compétence enfance jeunesse, ouverture des magasins le dimanche en 2019, présentation des rapports annuels sur le prix et la qualité de l'eau potable et des assainissements collectif et non collectif, tarifs 2019 (...)

Le cœur des lycéens bat au service des Restos

Cinq 3^{es} du lycée Louis-Delage ont collecté des dons au profit des Restos du cœur. Un partenariat qui dure depuis deux ans.



Hier, les cinq adolescents ont passé la journée aux Restos, les bras chargés de la collecte qu'ils avaient réalisée au lycée. Photo M. B.

Marc BALTZER
m.baltzer@charentelibre.fr

Il s'ont grelotté, maudit le froid entre leurs dents et les cartons trop lourds. Mais ils l'ont fait avec un grand sourire. Hier matin, à 8 heures, Jenny Barbez, Karim Ahsan, Mamadou Sow, Esteban Denne-mont et Kylian Adolphe ont quitté leur salle de classe de troisième «prépa pro» de Louis-Delage pour donner un coup de main aux Restos du cœur, toute la journée durant.

«On connaissait», assure Karim Ashan, qui n'était pas né quand l'association a vu le jour, tout en montrant le portrait de Coluche affiché dans le local de la rue de La Pallue. «C'est un plaisir, de faire

plaisir», poursuit Mamadou Sow. En fait, c'était plutôt un exercice initié l'an dernier au lycée, dans le cadre du dispositif «parcours de vie» de l'Éducation nationale.

«Notre infirmière, Angélique Petit, est sympathisante des Restos, c'est grâce à elle», poursuit Valérie Jouannet, prof de lettres et d'histoire, qui a noué le partenariat, aidée par la conseillère d'éducation Sylvette Leclerc.

116 kilos de dons récoltés au lycée

D'abord, toute la classe a découvert les Restos, leur histoire et leur branche cognaçaise. Puis, cinq élèves ont été choisis «pour leur comportement» afin d'aller passer une journée sur place.

Entre les deux, ces derniers se sont retroussés les manches et ont organisé une collecte de dons en nature (textiles, alimentaire, etc.). Résultat: «116 kilos, qu'on a chargés ce matin», rapporte avec fierté Jenny Barbez.

À l'association, on a apprécié autant le don que le vent de fraîcheur. «Ça fait du bien de voir ces jeunes, on est tous vieux ici», se marre ainsi le bénévole Patrice Vinet. Plus sérieusement, la coopération entre Delage et les Restos, qui en est à sa deuxième année, a déjà porté ses fruits. L'une des lycéennes qui était venue l'an dernier est désormais une bénévole à l'antenne de Cognac. Depuis novembre, elle participe activement à la 34^e campagne de dons de l'association.

Le chiffre

179.100

En euros et hors taxes, c'est la somme qu'a rapporté à l'agglomération la vente de cinq

terrains constructibles rue René-Biènes, dans le quartier des Vauzelles. Il y avait dix-sept acheteurs et au lieu de négocier chaque vente, Grand Cognac a décidé d'appliquer le prix unique de 75€ le mètre carré. L'affaire est directement liée à l'aménagement du quartier des Vauzelles, plus particulièrement à la construction de l'X'eau. Qui n'aura donc pas seulement coûté (22M€ d'investissement et 500.000€ par an de fonctionnement estimé), mais aussi rapporté, un peu.

■ PERMANENCE

Aide administrative et aide à l'emploi à Info 16 en décembre. Chaque lundi, au Bureau information jeunesse situé au n°53, rue d'Angoulême à Cognac, un bénévole se tient à disposition pour une aide aux démarches administratives (rédaction de courriers, etc.). La permanence est gratuite et ouverte à tous, sur rendez-vous au 05 45 82 62 00. De plus, Info 16 organise une permanence gratuite et ouverte à tous, d'aide à la rédaction de curriculum vitae (CV), lettres de motivation, tous les mercredis, de 14h30 à 16h30.

Les élus passent en revue le développement immobilier

A la une du conseil municipal tenu mardi soir, c'est l'aménagement du territoire qui a principalement occupé les élus. Bernard Bretagne, secrétaire général de l'Inrap (Institut national de recherches archéologiques préventives) Sud-Ouest, invité par la maire Véronique Marendat, a fait le point devant les élus sur les sondages réalisés sur le site du futur lotissement «Nouveau Quartier».

Ceux-ci ont révélé des signes d'occupation dense datant du néolithique et de l'âge du bronze. «Ces analyses vont certainement nécessiter des fouilles», a-t-il conclu. La commune, en tant qu'aménageur, sera fixée vers le mois de février 2019 sur le coût de l'opération. Au vu de l'estimation, la commune donnera suite ou non au projet qui ne sera concrétisé que d'ici un an ou deux. Après débats et interrogations, la maire a proposé de poursuivre les études pour l'instant, arguant «pour l'avenir de la commune, écoles et économie locale, l'accueil de nouveaux habitants est important». Proposition retenue à l'unanimité.

Résidence intergénérationnelle. Concernant le projet de résidence intergénérationnelle (30 logements à bas loyer), réalisé en collaboration avec Logelia et situé rue de la Grande-Champagne, «projet structurant pour la collectivité, avec un besoin d'hébergement pour de nouveaux étudiants à l'Université des eaux-de-vie, et important pour développer des lo-



C'était le dernier conseil municipal pour Rachel Texier, la secrétaire de mairie (à droite). Elle prend sa retraite à la fin de l'année.

Photo CL

gements sociaux en milieu rural», le conseil accepte une participation financière à hauteur d'environ 150 000 €, sous forme de concours et répartis sur plusieurs années. Afin d'acter l'achat des terrains dans le but de développer les projets d'aménagement foncier, la durée de la convention avec l'Établissement public foncier est prolongée d'un an.

Grand Cognac. Le transfert de charges concernant la voirie et le sport, ainsi que la mise à disposition de biens concernant la médiathèque et l'université, sont validés. Les sommes votées étant réajustées en plus ou en moins, sur l'attribution de compensation.

Divers. Le tarif du chauffage des écoles, maison de retraite et complexe des Distilleries est revu en

fonction du coût de l'énergie. Pour les quatre agents recenseurs, une somme de 3 974€, dont 1 334€ à charge de la commune, est votée. Les agents communaux voient l'ouverture possible d'un «compte épargne temps» validée par le conseil. Les locaux de la Mutualité sociale agricole vont avoir les huisseries changées. Proposée par les élus, l'ouverture de commerces le dimanche en 2019 a été votée (2 voix contre) pour le 10 novembre et les 15, 22 et 29 décembre.

Concluant la réunion, Véronique Marendat a souhaité rendre hommage à Rachel Texier, la secrétaire de mairie, dont c'était la «dernière séance» et qui prend sa retraite à la fin de l'année.

Michel SCHAFFTER

La municipalité conduit une série de chantiers

Patrick Lafarge, maire, et son équipe terminent l'année avec plusieurs chantiers engagés sur la commune.

Avec entre autres l'aménagement de la traversée de Guîtres (RD 22). La première phase consistait en l'effacement des réseaux. Place maintenant à l'aménagement de bordures, chemins piétonniers, trottoirs. Deux passages surélevés sont prévus devant l'école et la salle des Six-Chemins. Viendront ensuite la pose de l'enrobé et l'aménagement paysager. Les travaux devraient être terminés fin mars 2019. Ils sont réalisés par la société Colas Sud-Ouest pour la voirie et l'entreprise Savariau pour la partie paysagère.

Cette fin de l'année voit aussi l'aménagement d'un logement dans la salle des archives, à l'étage dans l'ancienne mairie. Les archives ayant été déplacées dans la salle du



Les travaux de la traversée de Guîtres courent jusqu'à la fin mars 2019.

Photo CL

rez-de-chaussée. Un logement de 90 m² y est réalisé par les entreprises: Meslier pour le gros œuvre, Carles menuiserie, Martaud platre-

rie et carrelage, Roger peinture, Lacoste plomberie, sanitaires, Delage-Systèmes électricité. Le logement sera loué par la suite.

■ Les «gilets jaunes» maintenaient la pression hier, à la veille d'un 5^e samedi de manif ■ Mais la mobilisation fait débat au sein même du mouvement, entre ceux qui «ne lâchent rien» et les partisans d'une «trêve».

Les irréductibles «gilets» redoutés



Il y a eu 170 rassemblements et manifestations dans toute la France hier, à l'appel de la CGT. Celle-ci a dénombré 15.000 manifestants à Paris, et la police 6.000. Photo AFP

Même dispositif sécuritaire que pour l'acte IV

Le dispositif mis en place pour encadrer les «gilets jaunes» à Paris aujourd'hui sera «assez semblable» à celui de la semaine dernière, a annoncé le préfet de police hier: «8.000 personnes, à la fois les forces lourdes, c'est-à-dire les compagnies républicaines de sécurité (CRS), des escadrons de gendarmerie mobile et les éléments mobiles, les «chevaliers légers», a déclaré Michel Delpuech. En revanche, des contrôles devaient être menés dès hier, selon le préfet, «pour détecter celles et ceux qui viennent à Paris pour en découdre en portant sur eux des armes par destination». Mais pour «ne pas tomber dans une logique de «Paris, ville morte», de nombreux musées de la capitale seront ouverts aujourd'hui, contrairement à samedi dernier.

Un mois après le début de leur mouvement, les «gilets jaunes» sont attendus aujourd'hui à Paris et partout en France pour un cinquième samedi de manifestations. «Le pays a besoin de calme, il a besoin d'ordre, il a besoin de retrouver un fonctionnement normal», a plaidé Emmanuel Macron depuis Bruxelles hier. Une vision partagée par le collectif des «gilets jaunes libres», vu comme plus modéré que le «canal historique» et qui appelle à une «trêve». Il estime en effet que «le temps du dialogue est venu», après quatre samedis de mobilisation, dont trois émaillés de spectaculaires violences et dégradations. «Je ne supporte pas l'idée qu'aujourd'hui on applaudisse nos policiers et que certains demain pen-

Salaires: la CGT a battu le pavé

Fonctionnaires, lycéens, salariés du privé... Plusieurs milliers de personnes ont manifesté hier dans toute la France (15.000 manifestants à Paris selon la CGT, 6.000 selon la police) pour réclamer des hausses de salaires à l'appel de la CGT, déboussolée par le mouvement des «gilets jaunes», qui a obtenu des concessions de l'exécutif et dont quelques-uns ont

battu le pavé à ses côtés. «Les mobilisations ne s'opposent pas. C'est bien qu'il y ait des actions collectives, des gilets jaunes, gilets rouges, gilets bleus, peu importe. Maintenant, il faut que ces actions puissent converger», s'est exclamé le n°1 de la CGT Philippe Martinez juste avant de manifester à Paris, sur un parcours allant de la place de la République à la Nation.

sent qu'il est encore utile de les caillasser», a affirmé le ministre de l'Intérieur Christophe Castaner lors de la réouverture hier du marché de Noël de Strasbourg. Les mesures dévoilées lundi par le chef de l'État - notamment une hausse de 100 euros des revenus au

niveau du Smic, et une exemption de la hausse de la CSG pour les retraités gagnant moins de 2.000 euros par mois -, tout comme les appels à «suspendre» le mouvement après l'attentat du marché de Noël à Strasbourg, n'ont cependant guère entamé la détermination des

«gilets jaunes». «C'est le moment où, justement, il ne faut pas lâcher», a exhorté jeudi Éric Drouet, un des initiateurs du mouvement, dans une vidéo sur Facebook: «Ce que Macron a fait lundi, c'est un appel à continuer, parce qu'il commence à lâcher quelque chose et, venant de lui, c'est inhabituel.»

Un référendum réclamé

«Dans l'Ariège, ça ne désarme pas, les annonces de Macron ne suffisent pas. Les gens au pouvoir sont très déconnectés de ce que les Français vivent», estime de son côté Guilhem Boudon, pasteur à Mirepoix et venu à Paris dès hier en vue de l'acte V». Sur Facebook, principal canal de mobilisation de ce mouvement, les nombreux appels à un «acte V» résonnent toujours plusieurs milliers

de «participants». Une quinzaine d'organisations de gauche, dont l'Espace des Luttes LFI, le Parti de gauche, le syndicat Solidaires et l'association Attac, ont également appelé à garnir les rangs des manifestants à Paris, où un rassemblement à l'appel du «Mouvement citoyen des gilets jaunes» a été déclaré en préfecture. Les initiateurs du mouvement réclament désormais un référendum à Emmanuel Macron, sur quatre propositions, notamment l'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne et la baisse des taxes sur les produits de première nécessité. «L'idée n'est pas d'imposer quoi que ce soit à qui que ce soit, mais de faire un référendum pour voir si tout le monde est d'accord sur ces points», a expliqué jeudi Priscillia Ludosky, une autre figure à l'origine du mouvement.

Sur les Champs, le touriste étranger est une espèce en voie de disparition

À la veille de l'acte V, les commerçants autour des Champs-Élysées se lamentaient hier de la chute spectaculaire de fréquentation des touristes étrangers depuis plusieurs semaines. «Il n'y a quasiment plus aucun touriste maintenant dans les environs. C'est vraiment vide, et puis les gens ont peur de sortir», affirme Juan, employé d'une boutique de souvenirs. Même constat chez les restaurateurs, comme le Café de Paris, dans une avenue adjacente des Champs-Élysées: «Nous travaillons beaucoup avec les hôtels et certains accusent des annulations à hauteur de 50%», se désole le directeur. Le chiffre est en phase avec les données du groupement patronal de l'hôtellerie-restauration GNI, dont la vice-présidente, Geneviève

Bahler, déplore la multitude d'annulations dans la capitale. Le Café de Paris quant à lui s'attend à une baisse de 40% du chiffre d'affaires pour décembre par rapport à la même période l'an dernier. «De mon expérience, la plupart des touristes viennent pour trois nuits ou quatre jours et restent du jeudi au dimanche» à Paris, précise le directeur de l'établissement.

«Une catastrophe»

«On a été très chanceux au vu de l'endroit. C'est un miracle qu'on n'ait pas eu plus de dégâts», estime Noémie Da Silva, directrice du restaurant italien Casa Luca dont trois grandes vitres ont été cassées. Mais «normalement en semaine nous faisons entre 100 et

110 couverts, dernièrement nous sommes plutôt à 20 ou 30», évalue Noémie Da Silva qui n'a pas pu renouveler les contrats de quatre employés et parle de «catastrophe» avant les fêtes. «Le midi on se maintient parce que c'est une clientèle habituelle, mais le soir ce sont les touristes et il n'y a plus personne.» La restauration n'est d'ailleurs pas le seul secteur à ressentir le contrecoup des manif. «Le quartier s'est complètement vidé. À partir de jeudi 14h, on n'a personne, personne», se lamente une pharmacienne. Devant l'Arc de Triomphe, les touristes étrangers présents gardent tout de même le sourire. Mais certains affirment avoir pris leurs dispositions pour aujourd'hui: ils resteront dans leur hôtel.

Des émules en Israël



Quelques centaines de manifestants portant des gilets jaunes ont protesté hier à Tel-Aviv et Jérusalem contre la hausse du coût de la vie. Les Israéliens ont appris cette semaine par la presse que les prix des produits alimentaires, de l'électricité, de l'eau ou des abonnements téléphoniques, mais aussi les impôts locaux allaient augmenter l'année prochaine, sous l'effet de l'affaiblissement du shekel,

par rapport au dollar et à l'euro.

Pouvoir d'achat: mobilisation en Belgique. Usines en grève, manif, barrages routiers: la Belgique a connu hier une journée de mobilisation syndicale pour un meilleur pouvoir d'achat et une meilleure prise en compte de la pénibilité au travail dans le calcul des retraites du gouvernement de centre-droit.

Macron au chevet de Strasbourg

Le chef de l'État s'est rendu dans la ville endeuillée par l'attentat de mardi. Le bilan s'est alourdi avec un quatrième décès.

Trois jours après l'attentat contre le marché de Noël de Strasbourg, Emmanuel Macron s'est rendu hier au chevet de la ville endeuillée par l'attentat jihadiste de mardi. Le bilan est désormais de quatre morts, avec le décès d'un journaliste italien. Une victime est en état de mort cérébrale et onze autres sont blessées.

Arrivé à 19h hier place Kléber, le cœur battant du centre historique, le chef de l'État a déposé une rose blanche devant le mémorial improvisé pour les victimes, avant de déambuler dans le centre-ville, dans une ambiance à la fois émue et bon enfant. Emmanuel Macron s'est recueilli devant ce mémorial érigé sur le socle de la statue du général Kléber, alors que des détachements de militaires entonnaient une Marseillaise a capella, rejoints par la foule. Des centaines de bougies, fleurs et petits mots ont été déposés là depuis mercredi.

À son arrivée à l'aéroport de Strasbourg, le chef de l'État avait rencontré pendant plus d'une demi-heure quelques membres des forces de l'ordre intervenus en première ligne pour tenter d'arrê-

ter l'équipée meurtrière de Chérif Chekatt, tué jeudi soir.

Après son étape sur la place Kléber, Emmanuel Macron a flâné entre les chalets du marché de Noël, fermé depuis l'attentat et qui avait rouvert à 11h. Au détour d'une allée, une image restera comme un symbole, quand le président Macron a longuement consolé un enfant en pleurs. «C'est la nation tout entière qui est aux côtés des Strasbourgeois. C'est ce que je voulais leur dire ce soir», a-t-il lancé devant les micros.

Sept gardés à vue

Signe d'un retour progressif à une situation sécuritaire un peu moins tendue, le plan Vigipirate a été ramené vendredi soir au niveau «Risque attentat», après avoir été porté à son plus haut niveau, «Urgence attentat», après la fusillade de Strasbourg. Le procureur de Paris Rémy Heitz a indiqué hier que deux autres personnes de l'entourage de l'assaillant avaient été placées en garde à vue, portant à sept le nombre de gardes à vue. «L'enquête va désormais se



Emmanuel Macron a déposé hier soir une rose blanche devant le mémorial improvisé par les passants, à son arrivée à Strasbourg.

Photo AFP

poursuivre pour identifier d'éventuels complices ou coauteurs susceptibles de l'avoir aidé ou encouragé dans la préparation de son passage à l'acte», a-t-il ajouté. «C'est une patrouille de police qui a remarqué à 21h, marchant rue du Lazaret, un homme, un individu, dont le signalement pouvait correspondre à l'auteur des faits», a rapporté Rémy Heitz. Ces policiers ont raconté au chef de l'État la séquence brutale. L'un d'eux a expliqué comment, après

avoir repéré «un individu louche, qui portait la même veste» que Chérif Chekatt dans le signalement, sa patrouille s'est arrêtée à sa hauteur avant d'ouvrir la portière de son véhicule jeudi soir. «On l'a mis en joue avec nos armes. Il avait la main gauche dans sa poche. J'ai dit "sortez vos mains des poches" et il a tiré une balle qui s'est logée dans le Berlingo, derrière ma tête», a-t-il expliqué au président: «On a tiré jusqu'à ce qu'il soit immobile face au sol, cela s'est fait très vite.»

Le chiffre

1,51

L'édition originale de «Du côté de chez

Swann» de Marcel Proust est partie hier pour 1,51M€, un record mondial pour une œuvre originale en français. Cet exemplaire rarissime, portant le n° 1 et offert par Proust à Lucien Daudet, estimé entre 600.000 et 800.000€, provenait de la bibliothèque de Pierre Bergé dispersée aux enchères chez Drouot à Paris. Le précédent record était détenu depuis 2009 par une édition originale des «Fleurs du mal» de Baudelaire adjugée pour 775.000€.

13-NOVEMBRE

Lapsus et rimes au procès de Bendaoud

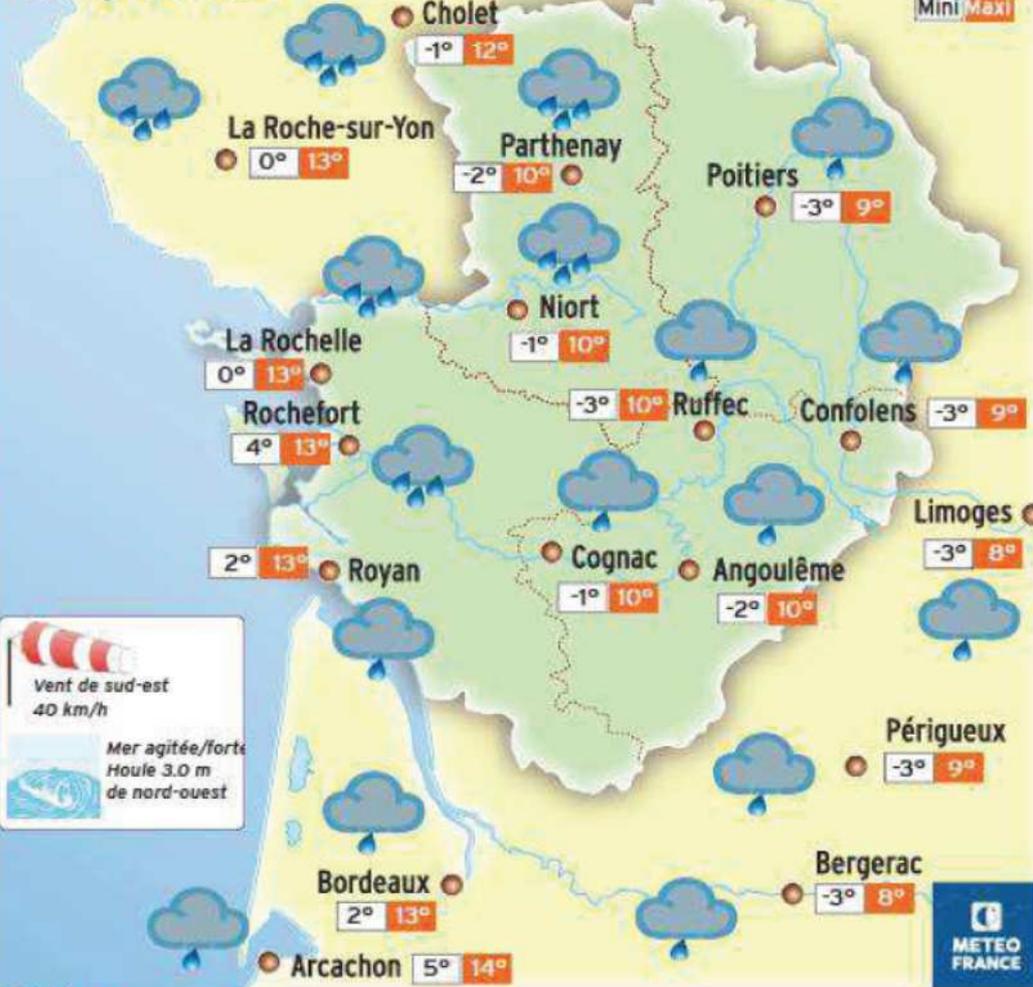
Confirmation de relaxe ou condamnation? La cour d'appel de Paris rendra son arrêt le 29 mars, dans le procès de Jawad Bendaoud, jugé pour avoir logé deux jihadistes des attentats du 13 novembre 2015. Après avoir crié son innocence pendant des semaines d'audience, Jawad Bendaoud a terminé avec un terrible lapsus: «Si vous me condamnez, vous condamnez un coupable.» Juste avant, l'autre prévenu, Youssef Aït Boulahcen, jugé pour «non-dénonciation de crime terroriste», avait récité un long texte en rimes, devant des magistrats et des avocats ébahis. «Vous tenez tant à ce que je paye l'addition. (...) Il y a eu beaucoup trop de mépris face à nos explications. (...) Je sollicite auprès de vous ma relaxation (relaxe, ndlr) et vous demande pardon pour mon comportement qui n'était pas une provocation.» Jeudi, l'avocate générale avait requis cinq ans de prison avec mandat de dépôt contre chacun.

SOMMET EUROPÉEN

La zone euro parvient à se doter d'un budget

Les dirigeants de l'UE se sont entendus hier lors d'un sommet européen à Bruxelles sur une réforme modeste pour la zone euro, qui comprend la création d'un instrument budgétaire destiné aux 19 pays ayant adopté la monnaie unique. Les ministres européens se sont vu confier un mandat pour s'entendre d'ici juin 2019 sur les caractéristiques essentielles de ce budget. Si ces avancées permettront de renforcer le système financier européen, elles restent cependant moins ambitieuses que la vaste refonte de l'Union monétaire défendue par la France.

Cet après-midi



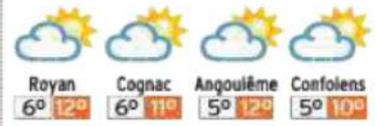
Dimanche



Lundi



Mardi



Mercredi



Judi



Vendredi



Pluvieux.

Le ciel est gris toute la journée. Des pluies tombent sans discontinuer. Vent de Sud à Sud-Est modéré, localement assez fort sur les îles. Rafales atteignant jusqu'à 55 km/h, en milieu d'après-midi.

Facebook, le carburant des gilets jaunes

INTERNET Depuis un mois et demi, les gilets jaunes se structurent, loin des partis ou des syndicats, sur Facebook. C'est la première fois qu'un mouvement né sur la toile a un tel impact politique

JULIEN ROUSSET
j.rousset@sudouest.fr

J eudi soir, Alain Juppé rencontre à Bordeaux une trentaine de gilets jaunes. Une dizaine d'entre eux braquent, dans sa direction, leur smartphone, pour diffuser cet entretien en direct sur Facebook. Quelques jours plus tôt, fin novembre, un rendez-vous prévu à Matignon a tourné court : Édouard Philippe n'a pas souhaité que l'échange soit filmé et retransmis sur Internet.

Depuis un mois, les gilets jaunes ont fait de Facebook une AG perpétuelle. Des milliers de groupes de discussion sont apparus, des milliers de commentaires, de photos, témoignages, ont été partagés. Une déferlante parfois délétère : dans ce flot, les outrances, propos orduriers, et fausses informations (lire ci-contre), circulent sans frein ni distance critique.

1 Comment le mouvement a grandi sur Facebook

La mobilisation des gilets jaunes a germé sur Internet, mais pas sur Facebook. « Le point de départ, c'est la pétition mise en ligne, fin mai, sur le site change.org par Priscilla Ludosky, "pour une baisse des prix du carburant à la pompe" », rappelle Arnaud Mercier, professeur en sciences de l'information et de la communication. À ce jour, cette tribune a recueilli 1,4 million de signatures.

Mais c'est une vidéo qui va agir comme un détonateur. « Qu'est-ce que vous faites du pognon des Français, à part changer la vaisselle de l'Élysée ? » : le 18 octobre, une Morbihannaise, Jacine Mouraud, parfaite inconnue, interpelle « monsieur Macron » dans une vidéo qui dénonce « la traque aux conducteurs ». Elle sera vue par 6 millions d'internautes. Les groupes de discussion, en quelques jours, se multiplient, et créent leur propre média, à base de vidéos en direct, les « facebook live ».

Une première journée de blocage, organisée via les réseaux sociaux, a lieu le samedi 17 novembre, en dehors de tout parti ou tout syndicat : 290 000 manifestants. Le mode d'action, l'occupation des ronds-points, n'est pas tout à fait nouveau. En janvier, Colère 24, un groupe également apparu sur Facebook, avait déjà mobilisé, en Dordogne, des automobilistes sur les ronds-points, pour protester contre la limitation de la vitesse à 80 kilomètres heure.

Depuis un mois et demi, le mouvement des gilets jaunes se déve-

loppe ainsi, sans structure ni leader, même si certains internautes se détachent par leur activisme. Le groupe La France en colère comptait 390 000 membres jeudi soir. Il est animé par Éric Drouot, visé depuis quelques jours par une enquête pour « provocation à la commission d'un crime ou d'un délit » pour avoir appelé à « entrer dans l'Élysée ». Quant à Maxime Nicolle, alias « Hyri-der », il anime une page suivie par 113 000 personnes.

« On se trompe si l'on pense que les gilets jaunes n'auraient pas existé sans Facebook. Un mouvement d'une telle ampleur exprime des questions profondes, sociales, fiscales. Ce serait commettre l'erreur des gens qui pensent que Bolsonaro a été élu au Brésil grâce à WhatsApp... Mais Facebook a incontestablement joué un rôle d'amplification » estime Baptiste Kotras, auteur de « La Voix du web », paru au Seuil.

2 Énorme audience et nouvel algorithme

D'où vient le fait que les gilets jaunes aient trouvé, en Facebook, une telle caisse de résonance ? Une première explication est technologique : l'entreprise californienne a mis en place au début de l'année un nouvel algorithme, cet outil de programmation qui vous oriente quand vous surfez sur un site, et vous montre, selon vos affinités, certaines infos plutôt que d'autres.

Il était reproché à Facebook de laisser circuler des fake news émanant de sites douteux : « On se trompe si l'on pense que les gilets jaunes n'auraient pas existé sans Facebook mais le réseau a joué un rôle d'amplification »

avec ce nouvel algorithme, la compagnie de Mark Zuckerberg a choisi de mettre en avant les discussions entre pairs, les messages venant des groupes locaux, de proches, d'amis, plutôt que les contenus issus de sites et médias extérieurs. D'où la visibilité énorme, sur le réseau social, des groupes formés par les gilets jaunes.

La place centrale de Facebook tient aussi évidemment, à son audience, sans égale : environ 35 millions d'abonnés aujourd'hui en France. « On assiste à une extension de l'espace public sur Internet. Jusqu'au début des années 2010, les réseaux sociaux étaient surtout utilisés par des gens plutôt aisés, et associés à des valeurs progressistes, libérales. Au-



Depuis un mois, des milliers de commentaires, photos (ici, à Bordeaux, le 19 novembre dernier) et témoignages ont été partagés par les gilets jaunes sur les réseaux sociaux. PHOTO AFP

aujourd'hui, l'usage des réseaux sociaux s'est massifié, est devenu quotidien pour beaucoup de Français, si bien qu'ils reflètent une opinion publique beaucoup plus large », relève Baptiste Kotras.

3 Sur les réseaux sociaux, la prime à la pulsion

Depuis mardi soir, sur Facebook, les gilets jaunes balancent entre hommages et complotisme : des internautes voient dans l'attentat survenu à Strasbourg une « manipulation » organisée par l'État. Quelques jours plus tôt, certains se disaient persuadés que les casseurs étaient des agents du gouvernement.

« Sur les réseaux sociaux, la pulsion l'emporte sur la réflexion, et la séparation du vrai et du faux semble n'avoir plus d'importance », estime la sociologue Dominique Pasquier, auteure du livre « L'Internet des familles modestes », paru à la rentrée aux Presses des Mines.

« Mon enquête est antérieure aux

gilets jaunes, mais ce mouvement, ce sont les gens dont je parle dans mon livre : des classes populaires qui ont un boulot, souvent un CDI, mais un petit salaire, 1 200 à 1 500 euros par mois, et une grande peur de la chute sociale. J'ai retrouvé certains comportements d'internautes que j'ai identifiés dans mes recherches : un usage énorme de Facebook, et pas du tout de Twitter – qui est

« Sur les réseaux sociaux, la pulsion l'emporte sur la réflexion »

plus élitiste –, des échanges très courts, et un rapport très virulent à la politique, perçue quasi uniquement sous le prisme de l'argent, et du train de vie supposé des élus, accusés de « s'enrichir sur le dos » des contribuables. Je trouve que ce qui s'exprime principalement, dans ces groupes de discussion, ce ne sont pas des échanges d'arguments, mais beaucoup de colère. »

ENQUÊTE

SOUPÇONS DE MANIPULATION

Les autorités françaises ont lancé des vérifications après la multiplication de faux comptes destinés à amplifier, sur les réseaux sociaux, la contestation portée par les gilets jaunes. C'est le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) qui est en charge de coordonner les vérifications actuellement en cours.

Les services français sont attentifs à la manipulation de l'information mais il est trop tôt pour se prononcer sur les allégations du quotidien britannique « The Times », qui assure que des centaines de faux comptes alimentés par la Russie cherchent à amplifier la révolte des gilets jaunes. C'est un sujet qui nécessite « des investigations lourdes et complexes, indique une source proche du dossier.

Le flot des fausses informations

DÉCRYPTAGE Parce qu'elles font réagir, les infox bénéficient d'une grande visibilité sur Facebook. Elles sont aussi un marqueur d'appartenance

Non, les CRS de Pau n'ont pas enlevé leur casque en soutien aux gilets jaunes (photo). Non, les avocats de Limoges n'ont pas proposé de défendre gratuitement les manifestants interpellés. Non, un handicapé n'a pas été frappé par des CRS à Quimper. Non, Emmanuel Macron n'a pas « vendu la France à l'ONU » avec le Pacte de Marrakech. Non, le préfet du Bas-Rhin n'a pas tweeté sur l'attentat de Strasbourg plusieurs heures avant qu'il n'ait lieu. Oui, plus que jamais, il faut être vigilant.

Dans son sillage, le mouvement des gilets jaunes a entraîné un nombre incalculable de fausses informations. Des images ont été détournées de leur contexte pour leur donner un autre sens. Une manipulation facilement réalisable. Des internautes ont ainsi apposé sur des photos, anciennes ou du jour, des légendes servant leur cause. Ainsi, pour dénoncer des violences policières, a resurgi sur Facebook la photo d'une manifestante au visage ensanglanté. Une image en réalité prise en Catalogne, en 2017.

Derrière ces fausses informations, se cachent des profils variés, des internautes lambdas et des plus aguerris, des pros et des antis. Tous les camps sont représentés et au final, personne n'est épargné.

N'importe quel utilisateur de Facebook, même s'il n'appartient à aucun groupe, s'est fatalement retrouvé

confronté ces derniers jours à des publications sur les gilets jaunes. « Tous les mouvements qui sont construits sur un sentiment de colère et d'indignation, l'algorithme de Facebook (1) va les mettre en avant, presque naturellement », explique Olivier Ertzscheid, enseignant-chercheur en sciences de l'information et de la communication.

« Personne n'est infallible »

Sur le fond, l'algorithme de Facebook « s'en fiche de savoir si c'est vrai ou si c'est faux. Il s'appuie essentiellement sur du quantitatif et non sur du qualitatif. C'est assez basique : il voit que des contenus sont très likés, très discutés, très commentés, il les fait remonter », expose le chercheur rattaché à l'université de Nantes.

C'est pour cette raison que des fausses informations, qui génèrent énormément de réactions, affichent une si grande visibilité sur Facebook. D'autant qu'un changement d'algorithme, décidé par Mark Zuckerberg il y a plusieurs mois, favorise davantage les contenus de groupes et les publications locales (lire ci-contre). Derrière, les partages suivent de manière incontrôlable.

Il y a ceux qui y croient et pour qui c'est « une validation des théories auxquelles ils adhèrent ». « Si vous croyez que les médias sont tous pourris, n'importe quelle fake news sur les médias, vous allez avoir tendance à



La vidéo sur laquelle des CRS enlevaient leur casque à Pau a été détournée. Ce n'était pas en soutien au mouvement mais après négociation pour que la manifestation se disperse. MAGE QUENTIN TOP

la croire», décrypte Olivier Ertzscheid.

Il y a aussi « ceux qui relayent des publications en sachant que ce n'est certainement pas tout à fait vrai, mais pour qui c'est un marqueur d'appartenance. Ça permet à ces internautes de dire au groupe : "Regardez, je suis avec vous, je vous aide". Un peu comme avec les partis politiques, les soutiens ne sont pas forcément convaincus de tout mais pour autant, ils relaient des éléments de langage. »

Et fatalement, il y a ceux qui se font piéger. Chacun est susceptible de trébucher, même les plus avertis. C'est arrivé fin novembre à la députée IREM Naïma Moutchou, rapporteure de la loi... contre la manipulation de l'information. L'élève du Val-

d'Oise avait relayé sur Twitter la vidéo d'un gilet jaune faisant un geste fausement interprété comme un salut nazi. Corrigée par des journalistes, elle s'était immédiatement reprise : « Comme quoi personne n'est infallible ! »

Aude Courtin

(1) L'algorithme de Facebook définit ce qui apparaît sur votre fil et leur ordre d'apparition.



Des astuces et outils gratuits pour vérifier les images

« Sur le Net, les règles de civilité balayées »



Arnaud Mercier : « Les gilets jaunes ont choisi le Net car ils se sentent peu visibles dans les médias traditionnels ». PH. DR.

INTERVIEW Le spécialiste du numérique Arnaud Mercier est inquiet pour la qualité du débat démocratique

Arnaud Mercier, professeur en sciences de l'information et de la communication à l'université Paris 2, par ailleurs président du site The Conversation France, a récemment publié « Commenter et partager l'actualité sur Twitter et Facebook », aux éditions de la Maison des sciences de l'homme.

« Sud Ouest » Un mouvement social qui naît et grandit sur les réseaux sociaux, est-ce nouveau ?

Arnaud Mercier Pas tant que ça. Nuit debout, les Indignés, Occupy Wall Street sont, eux aussi, apparus, en dehors des corps intermédiaires, sur les réseaux sociaux, qui permettent d'organiser rapidement une action collective. Mais c'est la première fois qu'un mouvement forgé sur les réseaux sociaux déstabilise de

manière aussi profonde les autorités.

La mobilisation des gilets jaunes aurait-elle existé sans Facebook ? Je ne sais pas, mais il ne faut pas réduire ce mouvement à un « mouvement Facebook » ou une « révolte 2.0 ». La colère des gilets jaunes a connu un effet boule de neige grâce aux outils numériques, mais elle s'incarne aussi de manière très concrète dans l'occupation des ronds-points. Cette mobilisation est à la fois numérique et physique.

La montée en puissance des réseaux sociaux, qui fonctionnent sur l'instantanéité et se passent des corps intermédiaires, n'est-elle pas un problème pour la démocratie ? Les prises de parole des gilets jaunes

ont permis de mettre en lumière des injustices réelles. Ils ont choisi l'Internet car ils se sentent peu visibles dans les médias traditionnels. Ceci étant dit, il y a eu beaucoup de débordements. On a assisté ces dernières semaines à une avalanche de rumeurs parfois complètement folles, d'attaques destinées à ternir l'image d'Emmanuel Macron et de sa femme. Je suis de près, depuis des années, les débats, forums de discussions, commentaires en ligne, et je suis inquiet pour la qualité du débat démocratique. On assiste à un envasement du web, on voit beaucoup d'insultes, d'agressivité, d'invectives. On a l'impression que sur Internet, les règles élémentaires de la civilité et de la courtoisie sont complètement oubliées. Des internautes se permettent des pri-

ses de parole qu'ils n'auraient jamais osées dans la vie, en présence de leurs interlocuteurs. D'autant que sur les réseaux sociaux, un message transgressif a plus de chances d'être vu, commenté, partagé, qu'un message modéré.

Vous avez parlé d'« incommunication » entre Emmanuel Macron et les gilets jaunes...

Le fossé paraît énorme. Le paradoxe, c'est qu'« En marche », c'est un peu les mêmes fondements que les gilets jaunes : un gros investissement sur le numérique et la volonté de s'affranchir des structures traditionnelles. Les gilets jaunes, d'une certaine manière, font de la disruption dans leur contestation d'un président qui, lui-même, est souvent présenté comme disruptif.

Les mesures Macron inscrites dans le budget

ASSEMBLÉE Le gel de la taxe carburants et la hausse accélérée de la prime d'activité ont été adoptés en commission

Lors de la nouvelle lecture du projet de budget 2019, la commission des Finances a voté pour un des leviers afin d'augmenter de 100 euros par mois les salariés au smic, promis lundi par le président Macron. Elle s'est prononcée pour avancer, du 1^{er} avril au 1^{er} janvier, la bonification à 30 euros de la prime d'activité, et permettre la création d'une seconde « bonification individuelle » ; 600 millions d'euros de crédits ont été ouverts.

Les députés ont aussi validé la disposition de gel de la taxe carburants, jusqu'en 2022, qu'avait introduite le Sénat. Cela revient à supprimer la hausse de 3 centimes sur l'essence et 6 sur le gazole, et au total, d'ici à 2022, de 10 centimes sur l'essence et 19 sur le gazole. Les députés se sont prononcés pour le gel des taxes sur le gazole non routier, utilisé notamment par les entreprises de travaux publics.

Ils ont par contre supprimé le crédit d'impôt transition énergétique pour le remplacement des fenêtres,



Les députés ont acté le gel de la taxe carburants. ARCHIVES « S.O. »

qu'avait rétabli le Sénat. L'Assemblée s'achemine vers un ajustement des crédits de la mission Écologie, conséquence de l'annulation de la hausse de fiscalité sur le carburant.

Ces articles devront être votés à partir de lundi.

Par ailleurs, le Premier ministre a annoncé hier que les primes exceptionnelles versées par les entreprises volontaires à leurs salariés seraient défiscalisées jusqu'à 1 000 euros, et que les salariés touchant jusqu'à 3 600 euros mensuels net y seraient éligibles.

Pas d'augmentation de salaire pour l'exécutif

FONCTION PUBLIQUE Matignon a annoncé que la hausse des salaires des fonctionnaires prévue le 1^{er} janvier ne s'appliquera pas aux traitements du président de la République, du Premier ministre ni des ministres. Cette revalorisation est liée à la refonte des grilles indiciaires de la fonction publique, dans le cadre des mesures « Parcours professionnels, carrières et rémunérations ».

Les Cognaçais et les Dacquois vont retenir leur souffle ce soir

MISS FRANCE

La Cognaçaise Marion Sokolik et la Dacquoise Carla Bonesso rêvent du titre comme 28 autres concurrentes. Élection ce soir au Zénith de Lille et en direct sur TF1 à partir de 21 heures.

Elle a 23 ans et mesure 1m74, est préparatrice en pharmacie à Jarnac; elle aime le sport, les animaux et a beaucoup pratiqué le piano. Elle, c'est Marion Sokolik, jolie blonde cognaçaise qui depuis le 7 octobre dernier, à La Rochelle, a été élue Miss Poitou-Charentes, après un échec deux ans auparavant.

Une victoire qu'elle a tenue à dédier à sa mère qui l'avait soutenue et accompagnée lors de sa première tentative mais qui est malheureusement décédée depuis. Nul doute qu'elle sera encore bien présente dans les pensées de Marion Sokolik ce soir avant d'aborder cette finale.

Cette échéance, la jeune femme l'aborde plutôt sereinement, « je pense que ça va bien se passer », confie-t-elle. Mais, peut-être avec le rêve secret de ramener enfin la couronne en Poitou-Charentes, après plus d'une quarantaine d'années de disette.

Elle s'est fixé un objectif minimal, faire partie des douze finalistes. « Si



Marion Sokolik, Miss Poitou-Charentes, et Carla Bonesso, Miss Aquitaine, défendent les couleurs de la Région PHOTO X.L. ET L.L.

ce n'est pas le cas, je serai déçue», dit-elle. Savourant, en tout cas, la belle aventure dans laquelle elle est embarquée : « Ça restera un souvenir à vie, c'est certain. »

Du haut de ses 20 ans et de son mètre 70, la Dacquoise Carla Bonesso, élue Miss Aquitaine, n'en finit pas de s'affirmer, se découvrant une assurance et une ambition qu'elle ne soupçonnait pas. Belle, naturelle, pétillante, la jeune femme compte aussi sur le soutien de son entourage, sœur jumelle en tête, pour briller ce soir. Bac Pro commerce en poche, Londres et Madrid pour ses premières armes dans la vente, la Landaise

n'en défend pas moins sa région, mettant le foie gras sur la liste de ses indispensables, sur la proverbiale île déserte. En attendant, elle a relevé avec brio le défi des répétitions, des interviews et des séances photos, sur l'île Maurice ou depuis son arrivée à Lille. Alors même si l'issue reste incertaine, et que Carla Bonesso a « toutes ses chances » de se hisser jusqu'à la finale, elle sait qu'elle a vécu une expérience extraordinaire, et que ramener la couronne devant la Fontaine chaude ne serait que du bonus !

**Didier Faucard
et Arnauld Bernard**

Les agriculteurs sonnent le réveil de la préfète

ANGOULÊME La FNSEA et les Jeunes Agriculteurs dénoncent la hausse de la fiscalité et l'agribashing

BERTRAND RUIZ
b.ruiz@sudouest.fr

Les bidons ont commencé à résonner à six heures, hier matin, dans la rue de la préfecture. À l'initiative de la FNSEA et des Jeunes Agriculteurs, une cinquantaine d'exploitants charentais ont sonné, tambour battant, le réveil de la préfète de la Charente. Quasiment une trentaine de minutes de tintamarre discontinu jusqu'à ce que Marie Lajus rejoigne, devant la grille de la préfecture, les manifestants du petit matin. « Mission accomplie. Vous avez réveillé la préfète, mon fils qui dort de ce côté-ci et le reste de la famille. »

L'arrivée de la représentante de l'État a finalement le don d'apaiser les tensions et de mettre les bidons en sourdine. « Il n'était pas prévu que la préfète descende nous voir. On apprécie le fait qu'elle se soit déplacée, même si c'était effectivement compliqué de ne pas nous entendre », indique Patrick Soury, responsable de la FNSEA en Charente. Le bruit sec des bidons martelés laisse alors la place à un dialogue informel, apaisé et constructif. . .

Hausse intolérable

La conversation porte essentiellement sur les interrogations du moment. Le sujet des ordonnances de la loi Alimentation est assez vite évacué : la FNSEA s'était émue de leur report si ce n'est que, mercredi, le Conseil des ministres a pu traiter l'ordonnance relative au relèvement du seuil de revente à perte et à l'encadrement



Tôt hier matin, la préfète Marie Lajus est venue à la rencontre des agriculteurs. PHOTO LOÏC DEQUIER

des promotions pour les denrées et certains produits alimentaires. Un premier pas donc. . .

Hier matin, les agriculteurs avaient d'autres revendications à faire valoir. Elles concernent notamment la hausse de la fiscalité : la loi de finances 2019 pourrait permettre de relever la redevance pour la pollution diffuse (RPD), payée notamment par les agriculteurs, de 37 à 77%. Une hausse de près de 100 millions d'euros jugée intolérable par le syndicat agricole sur le pont hier matin. Cette hausse « ne servira pas à accompagner financièrement les agriculteurs dans la réduction de l'utilisation et des risques des produits phytosanitaires ».

Autre sujet évoqué, le recours obligatoires à des conseils extérieurs, qualifiés de phytiatres, pour l'utilisation des produits phytosanitaires. « Qui va payer ? », se demandent les

agriculteurs tout en regrettant, en substance, le fait que leur propre expertise soit ignorée. . . « C'est insupportable au regard du contexte actuel, quand vous savez qu'aujourd'hui, plus de 50 % des paysans vivent avec moins de 350 euros par mois ».

Bouclier contre l'agribashing

Et puis, il y a la mode de l'agribashing, cette façon de mettre sur le dos du monde agricole tous les maux environnementaux de notre époque, qui exaspère l'ensemble des exploitants. « On a entendu le ministre de l'Agriculture dire qu'il serait un bouclier contre l'agribashing. Pour l'instant, le bouclier est restreint, ça déborde de chaque côté. Il y a pourtant plein de choses à faire valoir. On n'a pas à rougir de la performance alimentaire et environnementale de l'agri-

culture française. L'ONU classe l'agriculture française au deuxième rang mondial, derrière la Suisse, pour sa performance environnementale. Les citoyens doivent le savoir », résume l'un des agriculteurs présents.

Montrée du doigt, l'agriculture « familiale telle qu'elle existe en Charente » a des arguments chiffrés à faire valoir sur la protection de l'environnement. La FNSEA demande aujourd'hui qu'une grande campagne de communication, financée par l'État, soit mise en œuvre pour toucher le grand public.

Hier matin, une délégation des exploitants manifestants était reçue par le secrétariat général de la préfecture, qui réceptionnait ainsi les doléances écrites des agriculteurs. La FNSEA et les JA devaient également rencontrer les trois députés charentais, entre hier et le début de la prochaine semaine.

Retraités, salariés et lycéens ont défilé dans la rue

ANGOULÊME Des salariés ont été reçus par l'union patronale puis par le député

Environ 250 salariés et retraités ont manifesté hier matin, à l'appel de la CGT, dans le centre-ville d'Angoulême. La mobilisation a débuté dès 10 heures du matin. Devant la préfecture, une cinquantaine de retraités ont en quelque sorte pris le relais des agriculteurs et se sont rassemblés. Ils n'ont pas pu être reçus par la préfète. « C'est du mépris ! », déploie dans le cortège Jean-Paul, ancien cheminot de 74 ans.

À quelques encablures, devant l'union patronale, on retrouvait des salariés de secteurs divers et de tout le département : de la base Intermarché d'Anais, de l'Éducation nationale, de l'hôpital... Une délégation de la CGT a été reçue par la directrice de



Le cortège a déambulé vers la permanence du député. PH. A. LACAU

l'union patronale, Véronique Brouillet, durant près d'une heure. « On a demandé des augmentations de salaire », indiquait à la sortie Samantha Dumousseau, secrétaire gé-

nérale du syndicat en Charente. « L'union patronale invite les entreprises à faire des efforts. Et les efforts ne seront faits que si nous, on va chercher ces augmentations. Il faut

pousser les chefs d'entreprises à faire les négociations annuelles obligatoires. Autrement on n'aura rien ! » Elle appelle donc les salariés à réclamer des hausses de rémunérations.

Mesnier reçoit une délégation

Rejoint brièvement par environ 150 lycéens, toujours mobilisés contre la réforme du bac et Parcoursup, le cortège d'environ 250 manifestants a ensuite pris la direction de la place Louvel, où se trouve la permanence du député charentais Thomas Mesnier. Vers midi, le parlementaire a reçu une délégation d'une dizaine de salariés et représentants de la CGT. Durant près d'une heure, il a été question de l'augmentation de 100 euros du Smic.

Cette semaine, le parlementaire a participé à une réunion à Matignon pour étudier comment cette hausse du Smic pouvait être mise en œuvre. « Il faut que pour les gens qui tou-

chent le Smic, ce soit véritablement 100 euros de plus sur la fiche de paie, j'ai insisté pour que ce soit visible. Plusieurs moyens sont à l'étude, il y a effectivement la prime d'activité, mais il y a aussi d'autres moyens, par les impôts notamment. Plusieurs choses sont actuellement débattues. »

Thomas Mesnier a précisé qu'une décision serait prise la semaine prochaine quant au financement de cette mesure. Au cours de cette entrevue avec la CGT, il a également été question de la baisse des services publics, de la suppression de l'ISF, d'évasion fiscale ou encore de la crise de la représentativité. « Les gens trouvent que les parlementaires ne sont plus proches d'eux », a adressé Jean-Claude Sardin, un syndicaliste, au député. « Ils pensent que les députés ne les écoutent pas ! » « On paye trente ans de décalage... », a répondu Thomas Mesnier.

Antoine Beneytou

Vitrine taguée : les gilets jaunes mis en cause

ANGOULÊME Le patron du restaurant tagué avait appelé les gilets jaunes à faire une trêve de Noël



Les faits ont eu lieu dans la nuit de jeudi à vendredi. PHOTO ANNE LACAUD

Frédéric Quessard, le patron du kebab Le Nabab, à Angoulême, a découvert les dégradations hier matin. Son snack se situe route de Bordeaux, non loin du rond-point de Girac. Sur la vitrine du kebab, des insultes, des dessins sans équivoque, inscrits en jaune, orange et rose. Et selon l'entrepreneur, les auteurs sont à chercher du côté de certains gilets jaunes.

Pas plus tard que ce jeudi, Frédéric Quessard a d'ailleurs porté plainte contre X pour des menaces. Celles-ci avaient été proférées sur Facebook, sur un groupe de gilets jaunes angoumoisins. « On m'a traité de tous les noms... Ils disaient qu'ils allaient casser la vitrine, mettre du fumier sur le parking », dit-il, désabusé. Pourquoi cette prise à partie ? « J'ai appelé à une trêve de Noël pour que les

gens puissent faire leurs courses », explique-t-il. « Peut-être que les Français méritent de souffler. Je ne fais pas de politique, je ne suis pas contre les gilets jaunes, mais il faudrait que tout le monde vive correctement de son travail... »

Hélas, quelques heures après sa plainte, jeudi, certains sont passés à la vitesse supérieure et ont tagué son commerce. Alors, ce vendredi après-midi, il est revenu porter plainte au commissariat d'Angoulême pour ces dégradations. Et demeure inquiet : « Demain, ce sera cassé ? On va mettre le feu à mon établissement ? Je m'attends au pire. Je vois encore des commentaires très agressifs (sur Facebook). La bache publicitaire de mon magasin a été arrachée », précise-t-il.

Antoine Beneytou

« Nous produisons 500 000 repas par an »

ÉQUIPEMENT

La mairie invite à découvrir la cuisine centrale et son fonctionnement

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Comment et par qui sont réalisés les repas qui sont quotidiennement servis, entre autres, dans les écoles ? C'est ce que la municipalité propose de découvrir aux parents d'élèves en organisant des visites de la cuisine centrale. Un moyen, sans doute, de les rassurer sur la qualité de la nourriture que mangent leurs chers petits.

Une dizaine d'entre eux s'est ainsi retrouvée sur site - rue Pierre Loti à Crouin - mercredi dernier (1). « La cuisine centrale est installée à Crouin depuis dix ans et compte une antenne à l'hôpital. Elle est née du rapprochement de deux administrations : la mairie et l'hôpital, qui ont créé un GIP (groupement d'intérêt public) », expliquait en préambule Patrick Gentet, le directeur.

Avec des diététiciennes

Aujourd'hui, la cuisine centrale, c'est 30 agents, 20 sur le site de Crouin et dix sur celui de l'hôpital, et un budget « de 2,8 millions d'euros au total, dont 2,6 pour les repas », précisait Patrick Gentet. Elle produit 500 000 repas par an : « 250 000 pour l'hôpital et 250 000 pour la ville. »

Cela concerne donc le centre hospitalier (son service de gériatrie et la maison de retraite Guy-Gauthier), 14 écoles, trois crèches et, pour le CCAS, le foyer Alain-de-Raimond et 50 repas



La visite passe bien évidemment par la cuisine. PHOTO D. F.

portés à domicile. Pour tous ces consommateurs, il existe un menu de base commun et ensuite des ajustements, en fonction des publics. Selon, par exemple, les différents régimes alimentaires qui ont pu être prescrits pour des patients de l'hôpital ou bien des intolérances, ou allergies, développées par des enfants à l'école. . .

« C'est pour cela que tout est étudié et préparé en liaison avec des diététiciennes du centre hospitalier. Les menus sont prévus trois ou quatre semaines à l'avance, pour que nous ayons le temps de nous organiser », informait Patrick Gentet.

Des menus qui, d'autre part, suivent des cycles de cinq semaines et, surtout, celui des saisons, « cela fait un moment, par exemple, que nous ne servons plus de tomates », souligne le directeur. Sur l'ensemble de ces repas,

la part du bio est, pour le moment, encore minimale, « il ne concerne que ce que nous fournissons aux crèches ».

Quid alors de la loi Alimentation qui prévoit une présence obligatoire du bio (au moins 20 %, NDLR) dans les cantines à l'horizon 2022, comme se le demandaient des parents ? « On va y travailler, de toute façon nous n'avons pas le choix. Après, qu'est-ce qu'un produit bio va apporter à des enfants par rapport à un produit classique ? Tout dépend davantage de la qualité et de la préparation. Et je suis plutôt un partisan du bio », glissait Patrick Gentet.

Barquettes en plastique

Dans le même genre d'idée, un père évoquait, lui, l'utilisation des barquettes en plastique qui, là aussi, devraient être interdites à compter de 2025. « Les

fabricants ont déjà commencé à faire des efforts en allégeant ces barquettes et en utilisant, donc, moins de plastique, mais ça reste effectivement un produit pétrolier. Ils travaillent sur la question. Pour le moment, il existe des modèles biodégradables, mais ils sont trois fois plus chers et le coût actuel des barquettes est déjà de 80 000 euros », répondait le directeur.

Liaison froide

Lequel rappelait, par ailleurs, que la cuisine centrale travaillait en liaison froide. « Une fois le plat cuit, il passe en cellule de refroidissement. Il subit un coup de froid, tout en évitant la congélation qui dénature le produit. Ce choc de froid (+2 °C) permet de stabiliser le produit, d'endormir les bactéries et ainsi d'éviter leur prolifération. Arrivés sur les sites de consommation, les plats sont réchauffés pour atteindre 63 °C ce qui, là aussi, permet d'endormir les bactéries. »

Une liaison froide qui a des avantages par rapport à la liaison chaude servie de suite, « les services vétérinaires stipulent qu'en liaison chaude, tout ce qui reste doit être jeté. En liaison froide, il y a une durée de vie de trois jours et ce qui reste peut donc être réutilisé ». Les surplus récupérés par la cuisine centrale sont donnés aux Restos du cœur de Cognac et à la Croix-Rouge de Jarnac : « Nous ne jetons aucune denrée alimentaire », certifiait Patrick Gentet.

(1) Deux autres visites sont prévues mercredi 16 janvier (9 heures) et vendredi 15 février. Il faut s'inscrire cinq jours avant la date au 05 45 35 55 41 ou maryline.chabot@ville-cognac.fr, en indiquant son identité, numéro de téléphone et nom de l'école fréquentée par les enfants.

Les gilets jaunes entament leur marche

SOCIAL Les manifestants prévoient de se déplacer en cortège en centre-ville aujourd'hui

Depuis quelques jours, les gilets jaunes ont retrouvé leurs habitudes, sur le rond-point de la Trache. Mais le lieu de rassemblement n'est plus aussi fréquenté qu'avant. Seule une poignée de manifestants s'y relaient. À la place d'une occupation totale du carrefour, les effectifs restant ont opté pour la création d'un « point d'information ». Une partie devrait s'y trouver encore aujourd'hui.

Mais la nouveauté, c'est une manifestation en centre-ville. Trois gilets jaunes ont déposé une demande officielle à la préfecture. Le rendez-vous est donné à partir de 13 h 30. Le cortège partira de la place François-1^{er} à 14 heures. Il empruntera la rue d'Angoulême, puis la place du marché, le

jardin public, avant de revenir place François-1^{er}. Le motif officiel de la manifestation est une « marche en l'honneur des morts, blessés et interpellés depuis le 17 novembre ». Toutefois, les organisateurs prévoient également de rendre hommage aux victimes de l'attentat terroriste de Strasbourg. C'est pourquoi les gilets jaunes sont priés de venir avec un brassard noir et des drapeaux blancs.

Un moment « pacifiste »

À ceux qui craindraient des débordements contre les commerces, comme ce fut le cas les semaines précédentes, les organisateurs assurent que ce moment restera « pacifiste », « on pourra même venir en famille ».



Contrairement aux samedis précédents, la manifestation a été déclarée en centre-ville. PHOTO ARCHIVES J.G.

Une autre branche de gilets jaunes a l'intention, en parallèle, d'occuper les marches de la mairie. Leur objectif : militer pour le référendum d'initiative

citoyenne, une mesure visant à « redonner la parole au peuple ». Une pétition sera signée à cette occasion.
Jonathan Guérin

Le pouvoir de dire non

LYCÉE JEAN-MONNET Jeudi, l'établissement scolaire a vécu une intense journée autour de la lutte contre les discriminations

DIDIER FAUCARD
d.faucard@sudouest.fr

Origine ethnique, pratique religieuse, sexisme, orientation sexuelle, pauvreté, handicap... Les motifs de discrimination sont malheureusement nombreux et, pour ceux qui en sont victimes, cela se traduit par du harcèlement, des persécutions dont les répercussions sont parfois dramatiques.

C'est sur ce thème que les élèves du lycée Jean-Monnet ont été amenés à réfléchir, jeudi, lors d'une journée organisée à l'initiative de la Maison des lycéens et du Conseil de vie lycéenne et, notamment, coordonnée par Emmanuelle Gentil, référente jeunesse (anciennement animatrice culturelle) au sein de l'établissement.

Au total, ce sont 11 ateliers, encadrés par des élèves volontaires et des enseignants qui ont ponctué cette journée pas comme les autres.

Un engagement

« Faire cela au lycée, c'est presque trop tard, lance Ylva Mekki. Je suis intervenue auprès d'une classe de seconde et j'ai demandé combien avaient été sensibilisés au harcèlement scolaire au collège, trois ont levé la main, c'est hallucinant. Alors que c'est dès le primaire qu'il faudrait agir. »

La jeune fille, aujourd'hui en études de droit à Angoulême (master droit et science politique), avait été, l'an passé, à l'initiative de cette journée. « J'étais vice-présidente du Conseil à la vie lycéenne et secrétaire de la Maison des lycéens. C'est avec ces deux casquettes que j'avais envie de faire quelque chose sur la lutte contre les discriminations. Le projet est né après une journée à Paris pour les gens des MDL au cours de laquelle, il y avait eu une intervention de Lilian Thuram qui se bat contre le racisme », explique-t-elle.

Mais, au printemps dernier, entre les ponts du mois de mai et la prépa-



Ylva Mekki (3^e à partir de la droite) et de lycéens intervenants et devant le graff réalisé avec la complicité de Mathieu Perrono. D.F.

ration du bac, banaliser une journée n'avait pas été possible. D'où le report à ce mois de décembre.

Mais pas question pour Ylva Mekki de lâcher l'affaire, aussi s'est-elle investie dans cette organisation, même en n'étant plus sur place. La discrimination est un thème qui lui tient à cœur. Et pour cause : « Mes grands-parents sont arrivés d'Algérie après 1962. Eux comme mon père et mes oncles ont été victimes de discrimination. À Bassac, où ils s'étaient installés, mes grands-parents n'ont jamais été acceptés. À Cognac, après les attentats du Bataclan en 2015, j'ai vu des clients d'un bureau de tabac-journaux, qui n'étaient pas servis, sortir quand mon père y est entré. »

Et puis, il y a l'exemple de son amie, également initiatrice du projet, dont le frère avait été harcelé au collège en raison de son homosexualité et dont l'issue a été tragique. « Il y avait aussi cette monitrice d'équitation qui était harcelée par son ex-mari. » Tout cela a nourri son engagement, associé à une volonté farouche, pour combattre les discriminations.

Le message est passé

Dire qu'au XXI^e siècle, il est temps que le « vivre ensemble » ne soit plus une question. « Mais le vivre ensemble, cela ne se décrète pas, ça se construit »,

ajoute Emmanuelle Gentil. D'où l'importance de moments comme lui d'avant-hier. « D'une manière générale les élèves ont été attentifs et réceptifs. Le fait qu'ils aient en face d'eux d'autres élèves-ambassadeurs de la lutte contre le harcèlement scolaire après avoir été formés par le Conseil académique à la vie lycéenne (CVAL) ou autoformés-favorise le message. Il n'y a pas de barrières comme avec les adultes et cela prouve bien que les lycéens peuvent s'emparer de tels sujets », poursuit Emmanuelle Gentil.

Un constat partagé par les acteurs du jour : « Cela a eu et aura un impact sur les élèves. Ils ont pris conscience de la gravité de s'acharner sur quelqu'un et des conséquences », souligne Guillaume Lebourgeois, le président de la MDL.

Même son de cloche pour Noémie Veaux, Antoine Giry-Laterrière et Gabriel Depuydt qui, avec Edgar Lepy, ont été lauréats académiques cette année du « hackathon » contre le harcèlement et le sexting-fait d'envoyer électroniquement des textes ou photos sexuellement explicites. « La discrimination est quelque chose qui se répand beaucoup par les réseaux sociaux », disent-ils. « Il y a notamment un groupe que nous avons vu qui veut réfléchir à des actions à mettre en place », poursuivent-ils.

Voyage chez Disney demain au Castel



Les enfants retrouveront leurs héros et héroïnes sur scène. DR

Demain, le Castel brillera de mille feux. Stéphanie Brigot et toute son équipe du complexe artistique Créascène vont saupoudrer de la magie de Disney à Châteaubernard. Les enfants vont pouvoir approcher de très très près Spider-Man, la Reine des neiges, Mary Poppins et tous les autres. Stéphanie Brigot aux multiples casquettes (directrice artistique, chanteuse, metteuse en scène et coach vocal) a concocté « un théâtre musical autour de chansons de dessins animés ».

Quelques places à 18 heures

Trois représentations s'enchaîneront à 14 h 15 (complet), 16 heures (complet) et 18 heures (encore quelques places) demain. À l'issue, les bambins pourront s'introduire dans la maison toute illuminée du Père Noël. La première édition en 2017 avait été un

vrai succès et s'était jouée à guichets fermés. Cette 2^e féerie de Noël n'en sera absolument pas un copié-collé. De nouveaux personnages, une nouvelle histoire...

Stéphanie Brigot formule un vœu : « J'ai envie que les gens aient un peu plus l'esprit de Noël. J'aimerais leur apporter de la gaieté. C'est très bien les marchés de Noël, mais je trouve qu'il manque une touche artistique. »

La chef d'orchestre des festivités aspire à faire de ce spectacle musical un rendez-vous annuel qui enthousiasme les petits et réveille l'enfant en chaque adulte que nous sommes.

Informations pratiques : réservations au 07 85 99 11 31. creascene@live.fr, www.creascene.net. Tarifs : 15€ adultes, 12€ moins de 10 ans, gratuit moins de trois ans.

Les projets immobiliers animent les débats



Dernière séance municipale pour Rachel Texier (à droite) aux côtés de Véronique Marendat, maire. PHOTOS. M.

L'aménagement du territoire a principalement animé les débats du Conseil municipal, mardi soir. Concernant le projet de lotissement Nouveau Quartier, à la suite du rapport du diagnostic d'archéologie préventive, où la Drac (Direction régionale des affaires culturelles) prévoit une opération de fouilles.

Véronique Marendat, maire, avait invité Bernard Bretagne, secrétaire général de l'Inrap Sud-Ouest (Institut national de recherches archéologiques préventives), qui a exposé devant les élus les missions de cet organisme, les modalités qui ont permis ce diagnostic, et ses conclusions, à savoir que, sur le site prévu, les sondages ont révélé la présence de traces d'occupation dense de vie et d'habitat, datant du Néolithique et de l'Âge du bronze.

Plus d'informations en février

« Ces analyses vont certainement nécessiter ces fouilles. L'aménageur (la commune) sera fixé vers février sur le coût de cette opération, avant de donner suite ou non au projet qui ne serait concrétisé que dans un an ou deux. »

Après débats, mêlés de quelques interrogations, Véronique Maren-

dat a proposé de poursuivre les études pour l'instant, arguant que l'accueil de nouveaux habitants est important pour l'avenir de la commune (écoles, économie locale). Proposition acceptée à l'unanimité.

Quant au projet de résidence intergénérationnelle (30 logements à bas loyers), réalisée avec Logelia, rue de la Grande-Champagne, « projet structurant pour la collectivité, avec un besoin d'hébergement pour de nouveaux étudiants à l'Université des Eaux-de-Vie, et important pour développer des logements sociaux en milieu rural », la commune accepte une participation financière de l'ordre de 150 000 €, sous forme d'un fonds de concours réparti sur plusieurs années. Afin de clore l'acquisition de terrains pour développer les projets d'aménagement foncier, la durée de la convention avec l'EPF (Établissement public foncier) est prolongée d'un an.

Avant de clore la réunion, Véronique Marendat a rendu hommage à Rachel Texier, secrétaire de mairie, qui assistait à sa dernière « séance », avant de prendre sa retraite.

Samuel Mechain

Le transfert de charges (voirie, sports) et la mise à disposition de biens (médiathèque, Université) sont validés (les sommes votées seront ajoutées ou déduites de l'attribution de compensation).

Les huisseries des locaux occupés par la MSA vont être changées.

Les tarifs de chauffage (écoles, maison de retraite, complexe des Distilleries) sont revus en fonction du coût de l'énergie.

Une somme de 3 974 € (dont 1 334 € à la charge de la commune) est votée pour les quatre agents recenseurs du prochain recensement.

Le Conseil valide l'ouverture possible d'un « compte épargne temps », non monétisé, pour les agents communaux.

Les élus ont proposé l'ouverture dominicale de commerces locaux les 10 novembre, 15, 22 et 29 décembre 2019 (2 voix contre).

La préfète chez un Meilleur Ouvrier de France

Marie Lajus a visité la coutellerie de Pascal Renoux

Hier, la Communauté de communes 4B Sud-Charente a invité la préfète de la Charente, Marie Lajus, à une visite du territoire. Le programme a démarré à la zone d'activités de Barret avec un arrêt à la coutellerie Renoux. Une entreprise pas choisie au hasard.

En effet, Pascal Renoux a été sacré Meilleur Ouvrier de France (MOF), option chasse, il y a trois mois, à

Thiers, avec la meilleure note jamais obtenue. Passionnée par la coutellerie, la préfète, accompagnée de la sous-préfète de Cognac, Chantal Guélot, est restée près d'une heure dans l'atelier. « J'aime les couteaux, j'en ai toujours eu. Mon père m'a offert mon premier à l'âge de 6 ans. » La visite s'est prolongée à Brossac où le projet du futur groupe scolaire a été dévoilé.



La préfète, Marie Lajus, et Pascal Renoux, Meilleur Ouvrier de France depuis trois semaines. PHOTO DELPHINE LAMY



La troupe Créa'Scène, ici en 2016, sort un spectacle intitulé « Où est passé le Père Noël ? ». Demain à 14 h 15, 16 heures et 18 heures, au Castel à Châteaubernard. Tél. 07 85 99 11 31. S.B.